

Cyber stratégie sectorielle e-Education

Les TIC, une alternative pour booster les indicateurs en matière d'éducation

La promotion de l'accès à l'éducation pour tous est un des défis majeurs du gouvernement burkinabè. Ce défi est d'autant plus essentiel puisqu'il s'agit de la formation de ceux qui vont construire le Burkina Faso de demain. En outre, la réalisation de ce challenge est un impératif pour notre pays car l'éducation pour tous est inscrit en bonne place dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Mais force est de reconnaître que l'atteinte de ces objectifs ne peut se réaliser uniquement dans le cadre du système éducatif traditionnel. C'est pourquoi, le gouvernement a entrepris de diversifier les cadres d'apprentissage et de diffusion des savoirs. A cet effet, il a été confié au Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique à travers la Direction Générale de la Coordination des Programmes de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication (DGCPTIC) d'explorer les possibilités que peuvent offrir les TIC en matière d'éducation, notamment l'accès aux savoirs et à la recherche. Sur ce sujet, notre pays avait déjà flairé l'importance que pourrait avoir les TIC dans la recherche d'un mieux être pour la population. Suite à la réforme du secteur des télécommunications en 1998, notre pays a pris en compte les TIC dans son cadre stratégique de lutte contre la pauvreté comme un principe directeur et transversal. L'ambition de cette cyber stratégie nationale est de permettre aux TIC de contribuer efficacement aux efforts de développement.

Des pas des TIC dans le système éducatif

Le concept e-éducation se réfère à l'ensemble des activités du système éducatif et de recherche qui sont effectuées par l'entremise des moyens électroniques. A terme cette stratégie devrait constituer un rempart à l'insuffisance des salles de classe en intégrant les Formation Ouvertes à Distance (FOAD). L'introduction des TIC dans le système éducatif burkinabè a déjà des résultats probants. On peut citer entre autres :

Le Projet Internet Initiative for Africa : pilotée par la DGCPTIC. C'est l'un des tous premiers projets qui comportait un volet dédié à l'accès des universités et centres de recherche aux TIC. Il a permis la mise en place à Ouagadougou, d'un serveur de messagerie et d'un réseau sans-fil sur le campus de l'Université de Ouagadougou (UO) et au Centre National de Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) avec des points d'accès dans les facultés et la direction générale du CNRST. Un réseau

similaire a été déployé à Bobo Dioulasso en vue de relier la direction régionale de l'Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT), un des instituts du CNRST au campus de l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso (UPB) située à Nasso.

Le Projet RESAFAD : initialement destiné à l'enseignement de base, ce projet a pris pied au sein de l'UO où il va contribuer par la suite à la mise en place du Diplôme universitaire de communicateur multimédia (DUCOM) comme une initiative commune entre l'UO et l'Université du Maine en France.

L'Université virtuelle africaine : L'objectif principal est d'utiliser les TIC pour apporter aux universités des ressources éducatives de haute qualité à un coût moindre et d'accroître l'accès aux ressources éducatives pour la jeunesse africaine. Dans ce sens l'UVA offre des formations aux étudiants.

Le Projet Télé-éducation : l'objectif de ce projet était d'accompagner la déconcentration de l'UO par la création de l'UPB en 1995 qui alors, devait recourir aux enseignants de l'UO pour assurer une bonne partie de ses enseignements. S'appuyant sur l'infrastructure d'interconnexion mise en place par le projet IIA, le projet a procédé à l'acquisition de visioconférence pour permettre la diffusion de cours dispensés à Ouaga et suivis par des étudiants de Bobo et vice versa.

Le site portail des ENEP : ce site portail vient en complément des centres de ressources pour répondre aux exigences d'utilisation des TIC dans le domaine de la formation ouverte à distance et présentielle.

Des atouts pour une meilleure intégration de la e-éducation dans le système éducatif

L'atout majeur réside dans la volonté politique affirmée par les premiers responsables pour le développement des TIC dans le secteur de l'éducation et de la recherche. Cette volonté s'est traduite par un certain nombre de mesures dont l'une des plus récentes a été l'exonération des taxes sur les équipements informatiques destinés à l'enseignement et à la recherche en 2009 et 2010. En écho à cette volonté politique, il existe un réel engouement de la part des acteurs du secteur notamment dans le domaine de l'utilisation pédagogique des TIC pour l'éducation (TICE). Bon nombre d'acteurs se sont formés sur une base le plus souvent volontariste et ont contribué à créer des contenus en rapport avec leur discipline d'enseignement et qui sont accessibles sur la toile mondiale. Le résultat est l'existence d'un noyau d'enseignants bien outillés dans le domaine de l'intégration des TIC dans l'éducation et qui ont produit des

ressources pédagogiques de qualité. Au compte des forces, il y a également la familiarisation des acteurs avec un certain nombre d'outils dont ceux de la bureautique, les services Internet de base, les logiciels spécifiques ainsi que divers outils de gestion. De même, il existe des efforts destinés à assurer une meilleure organisation dans l'exploitation des potentialités des TIC à travers l'élaboration de schémas directeurs informatiques des ministères en charge de l'éducation ainsi que l'existence d'une politique et d'un plan de développement des TIC dans les universités et au CNRST. On assiste également à une offre assez large de formation tant au niveau de la formation initiale et des spécialisations que de la formation continue. La réussite de la mise en œuvre de la cyber stratégie e-éducation suppose qu'elle soit en adéquation avec la SCADD qui constitue l'option prioritaire du gouvernement en matière de développement. Cette stratégie va permettre au secteur d'éducation et de recherche du Burkina de relever les défis auquel il est confronté. La voie sera ainsi ouverte vers l'atteinte des objectifs du millénaire en matière d'éducation. A contrario, la non application de cette cyber stratégie sectorielle constituera un frein pour l'atteinte des objectifs du millénaire et de la SCADD. De fait, la non mise en œuvre des axes stratégiques de la cyberstratégie e-éducation ne se traduira pas par le statut quo mais plutôt par un retour en arrière du pays car déjà le 20^e siècle faisait de ceux qui ne maîtrisaient pas les TIC les nouveaux analphabètes.

Quelques difficultés à surmonter tout de même !

La cyber stratégie sectorielle e-éducation se positionne comme une opportunité pour le système éducatif, malheureusement certaines faiblesses pourraient rendre la mise en œuvre de cette stratégie difficile. L'insuffisance de la matérialisation de la volonté politique est l'une des faiblesses pour le développement des TIC dans le secteur de l'éducation et de la recherche. De même, la prise en compte des besoins de financement dans le domaine est quasi inexistante dans les budgets. Les différentes actions menées sont le plus souvent financées par le biais de la coopération bilatérale et multilatérale. Cela ne garantit pas la pérennité de ces actions. De même les offres de formation ne sont pas toujours adaptées. A cela s'ajoute la non prise en compte au niveau institutionnel, de l'acquisition des connaissances et compétences TIC

dans la carrière des acteurs du secteur. L'essentiel de la gestion du système se fait toujours encore manuellement avec toute la lourdeur ainsi que les risques d'erreur qui caractérisent cet état de fait. Parallèlement, le secteur fait face à une pénurie de spécialistes dans le domaine des TIC. Cela se traduit par le faible pourcentage des établissements disposant d'un réseau informatique doté d'une connexion acceptable à Internet. De même, le suivi du matériel devrait être optimisé. Une autre faiblesse est l'absence de services en charge des TIC dans les structures de l'éducation. Aussi, il n'existe pas des curricula officiels pour la formation dans le domaine des TIC.

En dépit de ces difficultés, il existe de réelles chances pour la mise en œuvre réussie de la cyber stratégie sectorielle e-éducation pour peu qu'une attention soutenue soit observée par le biais de l'appropriation du processus par les premiers bénéficiaires et la prise en compte des actions prévues dans les politiques sectorielles des ministères et structures concernées.

MTPEN